

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)
N° 55 du 04/12/2024**

Relatif à

Fourniture d'azote liquide et location de cuve, pour le laboratoire de Maisons-Alfort

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Dispositions générales.....	3
1.1	Mode de passation.....	3
1.2	Objet et forme.....	3
1.3	Décomposition en lot.....	3
1.4	Durée.....	3
1.5	Pièces constitutives du marché.....	3
1.6	Disposition particulière	4
1.7	Forme des notifications et informations.....	4
1.8	Sous-traitance	4
ARTICLE 2	Conditions d'exécution des prestations.....	4
	Le marché devra être exécuté conformément aux stipulations du CCTP.	4
2.1	Dispositions générales et références aux normes	4
2.2	Délai de mise en place du matériel	4
2.3	Lieux d'exécution	4
2.4	délais d'exécution.....	4
2.5	suivi de la prestation	5
2.6	transport.....	5
ARTICLE 3	Responsabilité et obligations du titulaire	5
3.1	Personnel du titulaire - dommages.....	5
3.2	dispositions applicables en cas de mouvements sociaux du personnel du titulaire ou d'impossibilité momentanée d'exécuter les prestations	5
3.3	Clause environnementale	5
3.4	Assurances.....	6
3.5	Confidentialité	6
3.6	Prévention de santé sécurité au travail	6
ARTICLE 4	Vérifications et admission	7
ARTICLE 5	Prix du marché	7
5.1	Généralités	7
5.2	Révision des prix.....	7
ARTICLE 6	Modalités de règlement du marché.....	8
6.1	Avance.....	8
6.2	Acomptes - Règlement des comptes.....	8
6.3	Facturation	8
ARTICLE 10	Autres dispositions.....	11
ARTICLE 11	Litiges	11
ARTICLE 12	Dérogations	11

ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 MODE DE PASSATION

Le présent marché est un marché de services passé en procédure adaptée en application des dispositions du code de la commande publique (articles L 2123-1, R 2123-1 à R 2123-7).

1.2 OBJET ET FORME

Il a pour objet **la fourniture d'azote liquide et location de cuve, pour le laboratoire de Maisons-Alfort.**

L'ANSES se réserve la possibilité au cours du marché d'installer une nouvelle cuve azote de même capacité sur le site de Maisons-Alfort.

Il s'agit d'un accord-cadre à bon de commande qui fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu, avec un seul opérateur économique suivant les conditions fixées aux articles R2162-12 et R2162-13 du code de la commande publique.

Il n'est pas fixé de montant minimum mais un montant maximum de 90 000 euros HT sur quatre ans.

Les prix sont composés :

??**D'une base forfaitaire** : le coût forfaitaire mensuel de la location de la cuve (maintenance préventive et curative comprise) ; le forfait mensuel Télésurveillance si la PSE est levée et le forfait de reprise de la cuve (Cf. BPU)

??**D'une partie à bon de commande** : le coût unitaire en m3 de l'Azote liquide et les frais de livraisons et frais divers (Cf. BPU).

Le marché comprend une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) obligatoire : la mise en œuvre de la télésurveillance. Le candidat chiffrera obligatoirement le coût de la télésurveillance.

La description des prestations est détaillée par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.3 DECOMPOSITION EN LOT

Le marché n'est pas alloti.

1.4 DUREE

Le marché démarre à compter du 8 mars 2025 pour une durée de 12mois.

Le marché est reconductible 3 fois par période de 12 mois dans la limite de 48 mois, par décision tacite du représentant de l'ANSES dans les trois (3) mois précédant l'échéance de la période initiale. L'attributaire ne peut s'opposer à sa reconduction.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

1.5 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant (dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS) :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- Le cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes 1 et 2;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 mars 2021 ;

- L'offre technique du titulaire

Les documents originaux conservés dans les archives de l'Anses font seuls foi.

1.6 DISPOSITION PARTICULIERE

Les conditions générales de vente du titulaire et ne sont pas applicables à ce marché.

1.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.

En application de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

1.8 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Dans tous les cas de figure, seul le titulaire du marché demeure l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur et est responsable de l'ensemble des prestations fournies par son sous-traitant.

La demande de sous-traitance peut intervenir au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre dans les conditions définies aux articles L 2193-1 à L2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le marché devra être exécuté conformément aux stipulations du CCTP.

2.1 DISPOSITIONS GENERALES ET REFERENCES AUX NORMES

Le Titulaire devra se conformer à toutes les procédures organisationnelles et administratives définies au présent CCAP, au CCTP ou qui seront définies par l'Anses en cours d'exécution du présent marché. L'ensemble de ces procédures s'appliquera de plein droit au Titulaire et sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur.

Le marché devra être exécuté conformément aux règlements, normes et spécifications techniques en vigueur.

2.2 DELAI DE MISE EN PLACE DU MATERIEL

Dès la notification du marché au titulaire, il se mettra en contact avec le précédent prestataire afin d'organiser l'installation du nouveau matériel. Il ne peut y avoir d'interruption de la distribution d'Azote liquide à l'occasion du changement de cuve sur le site des laboratoires.

En cas de changement de titulaire du marché, le remplacement de la cuve s'effectuera sans nuire aux activités de service (minimum d'arrêt d'activité) et le démontage doit s'opérer sans nuire aux installations existantes (connexions de la cuve laissées en attente).

2.3 LIEUX D'EXECUTION

Cf. CCTP

2.4 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché et de l'offre technique du candidat.

Prolongation des délais :

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG/FCS.

2.5 SUIVI DE LA PRESTATION

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Anses pour sa part informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

2.6 TRANSPORT

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 3 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

3.1 PERSONNEL DU TITULAIRE - DOMMAGES

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de l'Anses ou à des tiers,
- aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

3.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MOUVEMENTS SOCIAUX DU PERSONNEL DU TITULAIRE OU D'IMPOSSIBILITE MOMENTANEE D'EXECUTER LES PRESTATIONS

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de la société le titulaire s'engage à prendre toute mesure conservatoire qu'il juge utile pour garantir l'Anses contre tout préjudice et la baisse du niveau de service. En cas d'impossibilité par le titulaire de respecter momentanément ses engagements, l'Anses peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire peut lui être imputée sur décision du pouvoir adjudicateur. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

3.3 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire du marché doit s'inscrire dans un engagement global en faveur du développement durable en prenant notamment en compte les enjeux environnementaux dans l'exécution de la

prestation. Au-delà d'une simple déclaration d'intention, le titulaire du marché devra être en mesure en cours d'exécution du contrat de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé et ainsi en faire notamment bénéficier l'Anses.

3.4 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

3.5 CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'Anses, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

3.6 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables sur les entités de l'Anses.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses au préalable de l'intervention et la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;

- Demander l'autorisation de l'Anses pour faire accéder sur le site de nouveaux collaborateurs employés par le titulaire ou par un des sous-traitants au préalable de l'intervention ;
- Faire se présenter les nouveaux agents du titulaire et de ses sous-traitants au poste de contrôle et sécurité ou à l'accueil du site, pour un enregistrement et le dépôt d'une pièce d'identité ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au port du badge.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

ARTICLE 4 VERIFICATIONS ET ADMISSION

En dérogation du chapitre 5 du CCAG/FCS, la réception des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification. Elle est matérialisée par le constat de service fait et le paiement de la facture.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

ARTICLE 5 PRIX DU MARCHE

5.1 GENERALITES

Les prix sont unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement du personnel du titulaire, à l'assurance, ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix s'entendent tous frais logistiques inclus dont notamment déplacements, équipements de protection individuelle à l'attention des intervenants, installation et dépose des matériels de prélèvement, gestion des déchets, débris, équipements de protection usagés ou souillés.

5.2 REVISION DES PRIX

Les prix figurant en annexe financière à l'acte d'engagement sont fermes pour la première période d'exécution du marché.

Pour les périodes suivantes, à la demande expresse du titulaire, les prix sont révisables à la date anniversaire de notification du marché, en référence aux tarifs publics pratiqués par le titulaire.

La demande de révision se fait à l'initiative du titulaire, au plus tard un mois avant l'application du nouveau prix.

Le titulaire présente à **l'Anses – Direction de l'Administration et des Finances - service achats/marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie 94701 Maisons-Alfort cedex)** sa demande de révision en indiquant de manière claire le nouveau prix et ses modalités de calcul.

Si à la date d'application du nouveau tarif, l'Anses n'a ni validé ni infirmé le calcul effectué, la demande de révision est considérée comme acceptée à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée sur les références de lecture des indices ou d'erreur dans la mise en œuvre de la formule de révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop-perçu ou à l'émission d'une facture complémentaire.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Les prix une fois révisés constituent les prix de référence pour toutes les factures, émises par le titulaire, afférentes aux prestations réalisées au titre du marché.

Clause de butoir et de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de 3 % les conditions précédentes, l'Anses se réserve la faculté soit de limiter cette hausse à 3 %, soit de résilier le marché sans préavis, et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité en dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE 6 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

6.1 AVANCE

L'option B prévue à l'article B. 11.1 du CCAG/FCS est retenue.

Sauf renonciation du titulaire exprimé à l'acte d'engagement, une avance à hauteur de 10 % du montant du marché TTC peut être accordée au titulaire, si les conditions de l'article R2191-3 et suivants du code de la commande publique sont réunies (uniquement pour tout marché d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois).

L'Anses se réserve le droit de récupérer l'avance dès la première facture.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 ACOMPTE - REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'acomptes (article R 2191-20 du code de la commande publique).

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de trente jours à réception des factures par le pouvoir adjudicateur sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

6.3 FACTURATION

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'offre financière après admission des prestations.

6.4 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

Les documents afférents au paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).

➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du marché pour les prestations forfaitaires qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un bon de commande ;
- le cas échéant le numéro du bon de commande, en cas de prestations exécutées au moyen de bons de commande, tel que généré par le système d'information financière :

Où trouver les informations sur un bon de commande Anses :



A facturer à
SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 94704 MAISONS ALFORT TVA Intracom 54130012024


A livrer à
SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 94704 MAISONS ALFORT

Marché	BON DE COMMANDE	DATE
XMIX000025/1	CBDC 318 1	30-12-2016

Page : 1

Fournisseur

6.4.1 Modalités de dépôts des factures :

 **Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement sur le portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr ; solution gratuite).**

Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183

- Numéro d'engagement : le **numéro CBDC** et/ou **numéro CENG**
- **Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ?**: répondre **NON**
- **Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.**

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :

Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- ***la désignation du sous-traitant ;***
- ***le numéro du marché concerné ;***
- ***la somme à payer au sous-traitant.***

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.

Service chargé du traitement des factures : Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées, le contact est :

Anses

Agence comptable / Service facturier

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons Alfort cedex

servicefacturier@anses.fr / 01.77.74.17.22.

ARTICLE 7 PENALITES

Les pénalités de retard s'appliquent dans les conditions prévues par l'article 14 du CCAG/FCS.

▪ **Pénalités de retard :**

Le titulaire du marché s'engage à respecter les délais contractuels, sous peine de se voir appliquer le régime de pénalités défini ci-après.

En cas de retard dans l'exécution du marché, il sera imputable au titulaire et une pénalité de retard de 100 € par jour ouvrés de retard. Elles sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations comparativement aux délais d'exécution des prestations fixés au bon de commande.

En dérogation à l'article 14.1.2 et 14.2.5 du CCAG/FCS, le montant des pénalités sont plafonnées à 5% du montant total du marché.

Le montant des pénalités de retard vient en déduction de la dernière facture. Sinon, il fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

Quel que soit le montant des pénalités l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées, en dérogation aux dispositions des articles 14.1.3 et 14.2.5 du CCAG/FCS.

ARTICLE 8 CLAUDE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, des modifications pourront être apportées au marché, quel que soit leur montant, dans le cas suivant :

A la demande de l'Anses, toutes nouvelles prestations entrant dans l'objet du marché, non initialement prévue au marché mais devenue nécessaire au cours de son exécution, pourra être ajoutée au présent marché.

A cet effet, le titulaire établira, à la demande de l'Anses un devis décrivant le prix unitaire et les caractéristiques de la prestation à ajouter, sur la base des conditions tarifaires définies par le présent marché pour des prestations similaires. Les modifications sont soumises à l'accord de l'Anses et seront intégrées au marché par la signature d'un avenant entre les parties.

ARTICLE 9 RESILIATION DU MARCHE

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le marché pourra être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

Les commandes émises avant la date d'effet de la résiliation demeurent exécutoires.

L'Anses a la faculté de résilier le présent accord cadre et les marchés subséquents dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 6 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 29 du CCAG/FCS, ils peuvent être résiliés par l'Anses à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Suivant les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire, l'Anses peut procéder à la résiliation du marché et faire procéder par un tiers à la réalisation de la prestation concernée en lieu et place du titulaire.

ARTICLE 10 AUTRES DISPOSITIONS

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique est :

Le Directeur général de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

L'Agent comptable principal de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

NB : dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal de l'Anses.

ARTICLE 11 LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le Tribunal Administratif de Melun est le seul compétent.

ARTICLE 12 DEROGATIONS

L'article 1.5 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS ;
L'article 4 déroge au chapitre 5 CCAG/FCS ;

L'article 5.2 déroge à l'article 42 du CCAG/FCS ;

L'article 7 déroge aux articles 14.1.2, 14.1.3 et 14.2.5 du CCAG/FCS ;